



Document mis  
en distribution

Le 29 SEP. 2016

N° 149-2016

---

# ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

---

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le 29 SEP. 2016

## RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU PAYS N° 2015-3  
DU 25 FEVRIER 2015 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ADMISSION AU RÉGIME DE  
SOLIDARITÉ (R.S.T.) ET AU CONTRÔLE DE LEUR RESPECT,**

*présenté au nom de la commission de la santé, de la solidarité,  
du travail et de l'emploi*

*par M<sup>mes</sup> Armelle MERCERON et Sylvana PUHETINI,*

*Représentantes à l'assemblée de la Polynésie française,  
Rapporteuses du projet de loi du pays.*

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4915/PR du 20 juillet 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.T.) et au contrôle de leur respect.

La loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 a redéfini, vingt ans après la création du régime de solidarité, les règles applicables pour l'admission des personnes placées dans une situation économique et sociale précaire.

Néanmoins, son application depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 a généré des refus d'admission alors que la situation des demandeurs justifiaient qu'ils bénéficient des prestations du régime ; de même les dispositions prévues par la loi du pays généraient des obstacles à la régularisation de dossiers, privant ainsi les intéressés et leurs ayants droit d'une couverture sociale.

Sans remettre en cause les fondements du régime, le présent projet de loi du pays tend à mettre rapidement fin à ces incohérences et restaurer l'équité sociale en permettant aux personnes relevant de ces deux types de situation de bénéficier du régime d'assurance maladie et des prestations familiales versées par le régime de solidarité.

Il convient notamment de permettre le versement des prestations familiales à des catégories de personnes qui n'y ont pas droit dans le cadre de leur régime de protection sociale. À cette fin, il est prévu que les prestations et allocations servies par le RSPF sont, sous réserve d'une admission préalable au RSPF, attribuées aux personnes relevant d'un autre régime de protection sociale confié à la CPS dans la mesure où ce régime ne leur sert pas lesdites prestations ou allocations.

Enfin et à titre accessoire, des correctifs d'ordre purement rédactionnel sont apportés (*modification du sigle « RST » en sigle « RSPF »*).

Les mesures ainsi proposées permettent dès lors de clarifier les procédures et de rendre plus efficiente la gestion de certaines allocations (*prestations familiales, handicap et vieillesse*), dans l'attente de la réforme globale de la protection sociale généralisée et de la mise en place de régimes de protection unifiés.

## **I – LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU PAYS N° 2015-3**

### **1°) La période de référence pour l'évaluation des ressources (art. LP 1)**

La loi du pays n° 2015-3 a maintenu, aux termes de son article LP 1<sup>er</sup> énonçant la définition du régime, la période de l'évaluation de l'assiette d'affiliation au régime, à savoir « *l'année civile précédant leur demande* », comme le prévoyait déjà le régime antérieur fixé par la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995.

Toutefois, face à l'impératif d'admettre au RSPF les personnes dont la situation économique et sociale s'est brutalement dégradée, la loi du pays prévoit que les revenus du demandeur sont évalués « *sur la base des douze mois précédant leur demande* » en considération de « *l'éventuelle diminution substantielle desdits revenus par l'effet de changements irrésistibles ou imprévisibles dans la situation des intéressés, intervenue dans les douze mois précédant la demande* ».

Cette disposition permet de se référer aux revenus perçus les douze derniers mois glissants lorsque :

- le demandeur justifie de la perte récente et brutale de son emploi, et donc de ses revenus salariaux ;
- le demandeur, titulaire d'une patente et affilié au RNS, a vu son chiffre d'affaires s'effondrer sans espoir de retour à meilleure fortune.

## 2°) Les éléments d'évaluation des ressources (art. LP 8)

L'article LP 8 de la loi de pays 2015-3 précise dans son point I les revenus d'origine professionnelle à prendre en compte :

*«I - Pour l'évaluation des ressources du demandeur qui sollicite son admission ou son renouvellement au RST, sont retenus et appréciés, tous les revenus, quels que soient leur provenance, leur nature, leur qualification, leur caractère, leur cause licite ou illicite, leur origine géographique, et leurs conditions de perception.*

*Sont notamment pris en compte les éléments suivants :*

*1- Les ressources ayant un caractère de revenus de l'activité professionnelle ou qui en tiennent lieu :*

- 1-1 Les revenus d'activité professionnelle salariée tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale ;*
- 1-2 Les revenus d'activité professionnelle non salariée : recettes commerciales et de prestations de service telles que retenues pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale, après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération (...) ;*
- 1-6 Les indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou d'une activité non salariée, quels qu'en soient l'origine, la nature, la qualification et le caractère ; (...) ».*

## **II – LES EFFETS NON DÉSIRÉS DE LA LOI DU PAYS N° 2015-3**

2.1. Les dispositions relatives à la période de référence et aux éléments d'évaluation des ressources ci-dessus évoquées génèrent des situations critiques et absurdes dès lors que les personnes concernées, qui se retrouvent sans ressources :

- perdent l'assurance maladie de leur régime d'affiliation antérieur,
- se trouvent dans l'impossibilité d'honorer le montant des cotisations « au plancher » (7 000 F CFP/mois) réclamées par la CPS afin d'ouvrir leurs droits au RNS pour la prise en charge des soins médicaux et la perception des allocations familiales ou des aides sociales versées par le FAS du RNS.

Parmi les personnes concernées, nombreuses sont celles ayant des charges de famille et/ou des pathologies lourdes (*longue maladie*).

2.2. S'agissant de l'implication des autorités municipales dans la procédure d'admission au RSPF, celles-ci ont, à maintes reprises, exprimé les difficultés auxquelles elles sont confrontées pour procéder aux vérifications requises par la loi du pays : dans ces conditions, il convient de procéder à la suppression de l'avis motivé. Au regard également de la responsabilité qu'elles supportent, il convient de supprimer cette étape de la procédure.

2.3. Les ressortissants du régime des salariés qui ne justifient pas du nombre d'heures minimal (80 h) prévu par la réglementation applicable ne bénéficient pas de la couverture maladie et ne perçoivent pas les prestations familiales versées par le régime des salariés, et ce alors même qu'ils cotisent audit régime. Deux situations se présentent :

- soit ils perçoivent moins de 87 346 F CFP et sont admis au RSPF : dans ce cas de figure, ils bénéficient des prestations familiales et des prestations en nature au titre de l'assurance maladie du RSPF ;
- soit ils perçoivent plus de 87 346 F CFP : dans cette éventualité ils sont affiliés d'office au RNS et doivent cotiser au montant plancher de 7 000 F CFP pour bénéficier des prestations en question.

Cette dernière situation est à la fois inéquitable et incohérente puisque le salarié cotise deux fois à deux régimes différents. Les personnes se trouvant dans cette situation doivent pouvoir être admises au RSPF pour bénéficier du régime d'assurance maladie et des prestations familiales versées par le régime de solidarité.

Il convient de souligner que cette admission complémentaire au RSPF ne concerne donc que les personnes percevant entre 87 346 F CFP et 152 914 F CFP brut mensuel, puisque les salariés percevant 152 914 F CFP et plus par mois bénéficient d'office de l'assurance maladie et des prestations familiales, même si elles effectuent moins de 80 heures.

### **III – LES SOLUTIONS PROPOSÉES**

Pour mettre fin aux incohérences et injustices évoquées ci-dessus, il est proposé d'extraire des éléments qui entraient jusque là dans l'évaluation des ressources pour l'admission au régime de solidarité :

- l'intégralité des revenus d'activité professionnelle (*salaires et accessoires*) des personnes justifiant, au jour de leur demande, d'une cessation de leur contrat de travail, dans la limite d'un plafond et dans des conditions déterminées par arrêté pris en conseil des ministres ;
- les rémunérations ou indemnités versées au titre d'un mandat électif local des personnes justifiant au jour de leur demande, de la fin du mandat concerné, dans la limite d'un plafond déterminé par arrêté pris en conseil des ministres ;
- les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes relevant du régime des salariés qui, au jour de leur demande, justifient ne pas réunir les conditions de durée de travail ou de perception d'un salaire minimum pour l'ouverture des droits aux prestations en nature de l'assurance maladie invalidité dudit régime.

Ces dispositions sont insérées à la suite du 9° du II de l'article LP 8 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015.

### **IV – LES TRAVAUX DE LA COMMISSION**

La commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi s'est réunie le 26 juillet 2016 afin d'examiner le projet de loi du pays transmis par le gouvernement. Cependant par lettre n° 6320/PR du 7 septembre 2016, le gouvernement a demandé à ce que ce projet de texte fasse à nouveau l'objet d'un examen en commission.

Soumis à l'examen de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi, dans sa réunion du 27 septembre 2016, le présent projet de loi du pays a fait l'objet d'amendements déposés par le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine.

Les objectifs recherchés par ces derniers sont les suivants :

- Favoriser une admission immédiate des personnes en situation de grande précarité sociale ;
- Instituer la gratuité du dossier d'admission ;
- Renforcer les moyens de contrôle ;
- Supprimer l'affiliation d'office au R.N.S. en cas de défaut de renouvellement de l'admission ;
- Simplifier les modalités du maintien au R.S.P.F. des bénéficiaires de dispositifs d'aide à l'emploi.

#### **1°) Réadmission automatique au RSPF des bénéficiaires d'un dispositif d'aide à l'emploi**

Conformément à l'article LP 3 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015, les personnes bénéficiant d'un dispositif d'aide à l'emploi sont affiliées au RGS et voient leurs droits suspendus au RSPF durant cette période. À l'issue elles sont réadmises au RSPF, sous réserve d'en remplir les conditions, et de respecter les formalités de renouvellement. À défaut, leur couverture sociale est interrompue et ces personnes s'exposent à une affiliation contributive au RNS.

Pour se prémunir contre une éventuelle rupture intempestive de droits au RSPF au moment de leur réadmission, il est proposé d'alléger les formalités réglementaires en les reportant à l'année suivante. Il s'agit notamment de ne pas pénaliser les personnes bénéficiant d'une mesure d'aide à l'emploi à leur date d'anniversaire et qui auraient, dès leur retour au RSPF à reconstituer intégralement un dossier d'admission, alors même que leur situation est connue et qu'une nouvelle instruction approfondie apparaît alors superflue.

#### **2°) Admission des personnes sans domicile fixe sur attestation de tiers habilités :**

L'article LP 4 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 prévoit que la demande d'admission est présentée à titre personnel par le demandeur, accompagné des pièces justificatives.

Pour prendre en compte la situation particulière des personnes sans domicile fixe et en grande précarité manifeste, lesquelles ne sont pas toujours à même de faire valoir leurs droits au régime de solidarité, il est prévu de les admettre sur leur demande ou par le biais de tiers habilités par voie réglementaire, dans l'attente d'une enquête sociale par le service en charge des affaires sociales. Il est également prévu d'appliquer au renouvellement de leur admission, les mêmes conditions et formes que leur admission.

### **3°) Gratuité des pièces nécessaires à la constitution du dossier**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du pays du 25 février 2015, et la nécessité impérieuse de déposer un dossier complet pour l'ouverture des droits, mesure nécessaire à un réel contrôle a priori, nombre de ressortissants voient leur admission retardée voir impossible du fait du coût de certaines pièces, principalement ~~les relevés d'inscription hypothécaires et les derniers relevés de compte bancaire.~~ Pour faciliter et garantir l'accès des plus démunis, à ce régime d'aide sociale non contributif, la gratuité de la constitution du dossier doit être le principe.

### **4°) Maintien de l'affiliation au RSPF en cas de défaut de renouvellement**

Tout ressortissant admis au RSPF doit, à sa date d'anniversaire, procéder au renouvellement de son affiliation dans le mois civil précédant la date de son anniversaire. Si la demande de renouvellement n'a pas été déposée avant la date d'expiration de la période durant laquelle le demandeur est admis au RSPF, ses droits au bénéfice des prestations du régime sont suspendus pendant une période de trois mois dans l'attente d'une régularisation avec effet rétroactif. Au-delà de ce délai de trois mois, le ressortissant négligeant est renvoyé d'office au RNS où il aura à payer des cotisations sociales en contrepartie des prestations qui lui seront servies.

Or, depuis le mois de mai, les ressortissants n'ayant pas procédé à leurs formalités de renouvellement se voient réclamer des cotisations sociales au régime RNS qu'ils affirment ne pas pouvoir honorer. Pour pallier ces effets financiers indésirables pour les ressortissants, leur affiliation au régime RSPF est maintenue, mais sans prestations. Toutefois leurs prestations sont rétablies au jour de la régularisation de leur situation dans les conditions requises pour une admission.

Ce dispositif s'applique sans préjudice de l'application éventuelle de la procédure d'admission en urgence (*LP 5 de la loi du pays n°2015-3 du 25 février 2015*).

### **5°) Extension du droit de communication aux secteurs de la distribution d'eau, d'énergie, des télécommunications**

Pour favoriser la politique de lutte contre la fraude et ainsi ne pas affecter d'avantage l'équilibre budgétaire fragile des régimes sociaux et d'aide sociale, il est proposé que les documents ou informations communiqués *dans le cadre des contrôles - par la DAS et la CPS -* soient transmis à titre gratuit.

Actuellement les banques, assurances, services du Pays, administrations communales ou intercommunales, établissement social ou médico-social ne peuvent s'opposer à la levée du secret professionnel (*article LP 13 de la loi du pays n°2015-3 du 25 février 2015*). Ce droit de communication est élargi aux entreprises de distribution d'eau et d'énergie, de télécommunications, de transports et à tout délégataire de service public de la Polynésie française et des communes.

### **6°) Annulation des cotisations RNS 2016 exigibles du fait du non renouvellement dans les délais**

Pour l'année 2016, il sera procédé à l'annulation des cotisations réclamées aux ressortissants affiliés d'office au RNS pour défaut de renouvellement dans les délais réglementaires. Afin de soulager les personnes les plus démunies ayant fait l'objet d'une affiliation d'office au RNS, il est proposé d'annuler les cotisations sociales mises à leur charge.

Le régime des non-salariés bénéficiera d'un transfert financier compensatoire correspondant à l'ensemble des prestations qu'il aura servi à ces ressortissants au titre de l'année.

\*  
\* \*

Tel est donc l'objet du projet de loi du pays ci-joint, que les rapporteuses proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi, d'adopter.

LES RAPPORTEURES

Armelle MERCERON

Sylvana PUHETINI

## TABLEAU COMPARATIF

### Projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.T.) et au contrôle de leur respect

Dispositions en vigueur	Modifications proposées par le projet de loi du pays approuvé par la commission de la santé le 26 juillet	Modifications proposées par le projet de loi du pays approuvé par la commission de la santé le 27 septembre 2016
Loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.T.) et au contrôle de leur respect	Loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.P.F.) et au contrôle de leur respect	Loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.P.F.) et au contrôle de leur respect
<b>TITRE Ier : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>TITRE Ier : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>TITRE Ier : DISPOSITIONS GENERALES</b>
<b>Article LP 1.- Définition du RST</b>	<b>Article LP 1.- Définition du RSPF</b>	<b>Article LP 1.- Définition du RSPF</b>
<p>I. - Le régime de solidarité [territorial] (ci-après dénommé : « <b>RST</b> ») est le régime de protection sociale chargé de servir des prestations et des allocations au titre de la maladie, de la famille, de la vieillesse et du handicap, aux personnes physiques :</p> <p>1° Qui ne sont pas susceptibles de relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire ;</p> <p>2° Qui vivent seules ou en couple et à leurs ayants droit ;</p> <p>3° Et dont la moyenne des revenus bruts mensuels cumulés, appréciés sur la base de l'année civile précédant leur demande, ou le cas échéant, sur la base des douze mois précédant leur demande, est au plus égale à des plafonds dont le montant est fixé par voie réglementaire, qui prennent notamment en compte :</p> <p>a) Le nombre de personnes composant le ménage ;</p> <p>b) L'éventuelle diminution substantielle desdits revenus par l'effet de changements irrésistibles ou imprévisibles dans la situation des intéressés, intervenue dans les douze mois précédant la demande.</p> <p>Pour l'application de la présente loi du pays, la vie en couple s'entend des personnes mariées, ou liées par un pacte civil de solidarité, ou vivant depuis au moins un an en situation de concubinage non adultérin.</p> <p>Toutefois, la condition de durée de concubinage prévue à l'alinéa précédent n'est pas requise lorsque les concubins justifient de la filiation commune d'un enfant né ou à naître.</p> <p>En cas de changement de situation affectant la vie de couple des bénéficiaires, ces derniers en informent l'organisme de gestion dans les conditions fixées par voie réglementaire.</p>	<p>I. - Le régime de solidarité [territorial] (ci-après dénommé : « <b>RSPF</b> ») est le régime de protection sociale chargé de servir des prestations et des allocations au titre de la maladie, de la famille, de la vieillesse et du handicap, aux personnes physiques :</p> <p>1° Qui ne sont pas susceptibles de relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire ;</p> <p>2° Qui vivent seules ou en couple et à leurs ayants droit ;</p> <p>3° Et dont la moyenne des revenus bruts mensuels cumulés, appréciés sur la base de l'année civile précédant leur demande, ou le cas échéant, sur la base des douze mois précédant leur demande, est au plus égale à des plafonds dont le montant est fixé par voie réglementaire, qui prennent notamment en compte :</p> <p>a) Le nombre de personnes composant le ménage ;</p> <p>b) L'éventuelle diminution substantielle desdits revenus par l'effet de changements irrésistibles ou imprévisibles dans la situation des intéressés, intervenue dans les douze mois précédant la demande.</p> <p>Pour l'application de la présente loi du pays, la vie en couple s'entend des personnes mariées, ou liées par un pacte civil de solidarité, ou vivant depuis au moins un an en situation de concubinage non adultérin.</p> <p>Toutefois, la condition de durée de concubinage prévue à l'alinéa précédent n'est pas requise lorsque les concubins justifient de la filiation commune d'un enfant né ou à naître.</p> <p>En cas de changement de situation affectant la vie de couple des bénéficiaires, ces derniers en informent l'organisme de gestion dans les conditions fixées par voie réglementaire.</p>	<p>I. - Le régime de solidarité [territorial] (ci-après dénommé : « <b>RSPF</b> ») est le régime de protection sociale chargé de servir des prestations et des allocations au titre de la maladie, de la famille, de la vieillesse et du handicap, aux personnes physiques :</p> <p>1° Qui ne sont pas susceptibles de relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire ;</p> <p>2° Qui vivent seules ou en couple et à leurs ayants droit ;</p> <p>3° Et dont la moyenne des revenus bruts mensuels cumulés, appréciés sur la base de l'année civile précédant leur demande, ou le cas échéant, sur la base des douze mois précédant leur demande, est au plus égale à des plafonds dont le montant est fixé par voie réglementaire, qui prennent notamment en compte :</p> <p>a) Le nombre de personnes composant le ménage ;</p> <p>b) L'éventuelle diminution substantielle desdits revenus par l'effet de changements irrésistibles ou imprévisibles dans la situation des intéressés, intervenue dans les douze mois précédant la demande.</p> <p>Pour l'application de la présente loi du pays, la vie en couple s'entend des personnes mariées, ou liées par un pacte civil de solidarité, ou vivant depuis au moins un an en situation de concubinage non adultérin.</p> <p>Toutefois, la condition de durée de concubinage prévue à l'alinéa précédent n'est pas requise lorsque les concubins justifient de la filiation commune d'un enfant né ou à naître.</p> <p>En cas de changement de situation affectant la vie de couple des bénéficiaires, ces derniers en informent l'organisme de gestion dans les conditions fixées par voie réglementaire.</p>

<p><i>II. - Le régime de solidarité est financé par le produit des contributions de solidarité territoriale ou par toute autre contribution, concours, ou subvention qui y seraient affectés.</i></p>	<p><i>II - Les prestations et allocations visées au I sont, sous réserve d'une admission préalable au RSPF, attribuées aux personnes relevant d'un autre régime de protection sociale confié à l'organisme de gestion si ce régime ne sert pas lesdites prestations ou allocations.</i></p> <p><i>III. - Le régime de solidarité est financé par le produit des contributions de solidarité territoriale ou par toute autre contribution, concours, ou subvention qui y seraient affectés.</i></p>	<p><i>II - Les prestations et allocations visées au I sont, sous réserve d'une admission préalable au RSPF, attribuées aux personnes relevant d'un autre régime de protection sociale confié à l'organisme de gestion si ce régime ne sert pas lesdites prestations ou allocations.</i></p> <p><i>III. - Le régime de solidarité est financé par le produit des contributions de solidarité territoriale ou par toute autre contribution, concours, ou subvention qui y seraient affectés.</i></p>
<p><b>Article LP 3.- Durée de l'affiliation</b></p> <p>L'admission au RST est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Toutefois lorsque l'admission intervient durant le mois de la date anniversaire du demandeur, elle est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire suivante.</p> <p>Lorsque le demandeur s'affilie à un autre régime de protection sociale obligatoire avant le terme de la période susmentionnée, son admission au RST est suspendue. La fin de l'affiliation audit régime entraîne sa réadmission au RST pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la période de validité de son admission initiale au RST.</p> <p>La demande de renouvellement de l'admission doit être déposée dans un délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Pour l'application des dispositions de la présente loi du pays, la référence au demandeur s'entend, pour un couple, à l'ouvrant droit désigné d'un commun accord.</p>	<p><b>Article LP 3.- Durée de l'affiliation</b></p> <p>L'admission au RST est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Toutefois lorsque l'admission intervient durant le mois de la date anniversaire du demandeur, elle est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire suivante.</p> <p>Lorsque le demandeur s'affilie à un autre régime de protection sociale obligatoire avant le terme de la période susmentionnée, son admission au RST est suspendue. La fin de l'affiliation audit régime entraîne sa réadmission au RST pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la période de validité de son admission initiale au RST.</p> <p>La demande de renouvellement de l'admission doit être déposée dans un délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Pour l'application des dispositions de la présente loi du pays, la référence au demandeur s'entend, pour un couple, à l'ouvrant droit désigné d'un commun accord.</p>	<p><b>Article LP 3.- Durée de l'affiliation</b></p> <p>L'admission au RST est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Toutefois lorsque l'admission intervient durant le mois de la date anniversaire du demandeur, elle est accordée jusqu'à la fin du mois de la date anniversaire suivante.</p> <p>Lorsque le demandeur s'affilie à un autre régime de protection sociale obligatoire avant le terme de la période susmentionnée, son admission au RST est suspendue. La fin de l'affiliation audit régime entraîne sa réadmission au RST pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la période de validité de son admission initiale au RST.</p> <p><b>Par dérogation à l'alinéa précédent, les personnes bénéficiant soit d'un dispositif d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle, soit à l'insertion des personnes enfants et adultes reconnues handicapées, dont l'admission au régime de solidarité est suspendue au-delà du délai de renouvellement, sont réadmisées, au terme desdits dispositifs, jusqu'à la fin du mois de leur date anniversaire suivante.</b></p> <p>La demande de renouvellement de l'admission doit être déposée dans un délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Pour l'application des dispositions de la présente loi du pays, la référence au demandeur s'entend, pour un couple, à l'ouvrant droit désigné d'un commun accord.</p>

**Art. LP 4.- Demande d'admission**

**I. - Demande initiale d'admission**

L'admission au **RST** comporte le dépôt d'une demande auprès des services ou de l'organisme désignés par voie réglementaire ; elle peut être déposée en mairie.

La demande d'admission est formulée personnellement par l'individu ou par le couple de demandeurs, dans les conditions de forme fixées par voie réglementaire. Elle comporte notamment une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste la véracité des renseignements relatifs à sa situation personnelle et à celle des personnes qui sont à sa charge qu'il présente à l'appui de sa demande.

Si la demande d'admission est déposée en mairie, l'autorité municipale **s'assure et atteste, dans les conditions fixées par voie réglementaire, de la véracité des renseignements fournis par les postulants au regard des éléments d'information qu'elle détient par ailleurs.**

La réception d'une demande recevable et répondant aux critères requis de sincérité et d'authenticité apparentes permet l'admission provisoire au **RST**, ainsi que le bénéfice des prestations servies par ce régime, dès la date de son dépôt. Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.

S'il apparaît que les conditions ne sont pas remplies, le ministre chargé des affaires sociales peut refuser l'admission, ou saisir la commission d'instruction prévue au IV.

**Art. LP 4.- Demande d'admission**

**I. - Demande initiale d'admission**

L'admission au **RSPF** comporte le dépôt d'une demande auprès des services ou de l'organisme désignés par voie réglementaire ; elle peut être déposée en mairie.

La demande d'admission est formulée personnellement par l'individu ou par le couple de demandeurs, dans les conditions de forme fixées par voie réglementaire. Elle comporte notamment une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste la véracité des renseignements relatifs à sa situation personnelle et à celle des personnes qui sont à sa charge qu'il présente à l'appui de sa demande.

Si la demande d'admission est déposée en mairie, l'autorité municipale **vérifie que le dossier est complet et fournit toutes observations utiles à l'examen des déclarations qui y sont produites. L'autorité municipale délivre une attestation de dépôt après avoir contrôlé l'ensemble des pièces requises pour la recevabilité de la demande.**

La réception d'une demande recevable et répondant aux critères requis de sincérité et d'authenticité apparentes permet l'admission provisoire au **RSPF**, ainsi que le bénéfice des prestations servies par ce régime, dès la date de son dépôt. Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.

S'il apparaît que les conditions ne sont pas remplies, le ministre chargé des affaires sociales peut refuser l'admission, ou saisir la commission d'instruction prévue au IV.

**Art. LP 4.- Demande d'admission**

**I. - Demande initiale d'admission**

L'admission au **RSPF** comporte le dépôt d'une demande auprès des services ou de l'organisme désignés par voie réglementaire ; elle peut être déposée en mairie.

La demande d'admission est formulée personnellement par l'individu ou par le couple de demandeurs, dans les conditions de forme fixées par voie réglementaire. Elle comporte notamment une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste la véracité des renseignements relatifs à sa situation personnelle et à celle des personnes qui sont à sa charge qu'il présente à l'appui de sa demande.

**Sont admises sur leur demande, les personnes sans domicile fixe en situation de grande précarité manifeste sur attestation d'un organisme ou d'une personne habilités par voie réglementaire ou sur constatation du service en charge des affaires sociales.**

**La demande d'admission peut être formulée pour ces personnes par le service en charge des affaires sociales, un organisme ou une personne habilités par voie réglementaire ou par le service en charge des affaires sociales.**

**L'admission définitive est subordonnée à une enquête sociale du service en charge des affaires sociales intervenant dans le délai d'instruction.**

Si la demande d'admission est déposée en mairie, l'autorité municipale **vérifie que le dossier est complet et fournit toutes observations utiles à l'examen des déclarations qui y sont produites. L'autorité municipale délivre une attestation de dépôt après avoir contrôlé l'ensemble des pièces requises pour la recevabilité de la demande.**

**Dans le cadre d'une demande d'admission ou de renouvellement au régime de solidarité les pièces nécessaires à la constitution du dossier sont délivrées à titre gratuit dans les conditions fixées par arrêté en conseil des ministres.**

La réception d'une demande recevable et répondant aux critères requis de sincérité et d'authenticité apparentes permet l'admission provisoire au **RSPF**, ainsi que le bénéfice des prestations servies par ce régime, dès la date de son dépôt. Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.

S'il apparaît que les conditions ne sont pas remplies, le ministre chargé des affaires sociales peut refuser l'admission, ou saisir la commission d'instruction prévue au IV.

<p><b>II. - Renouvellement de l'admission</b></p> <p>Toute demande de renouvellement d'admission est déposée dans le délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Le demandeur doit, selon le cas, soit déclarer sur l'honneur que sa situation familiale et financière est inchangée, soit préciser la nature des changements survenus dans sa situation.</p> <p>Le renouvellement d'admission prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Si la demande de renouvellement n'a pas été déposée avant la date d'expiration de la période durant laquelle le demandeur est admis au <b>RST</b>, ses droits au bénéfice des prestations du régime sont suspendus. Ces droits sont rétablis, avec effet rétroactif, lorsque les formalités de renouvellement sont remplies.</p> <p>S'il n'a présenté aucune demande de renouvellement avant l'expiration d'un délai fixé par voie réglementaire, l'intéressé perd tout droit au bénéfice des prestations du <b>RST</b>.</p> <p>Sauf changements dans la situation du bénéficiaire de nature à entraîner la perte du bénéfice de l'admission au <b>RST</b>, le renouvellement est de droit.</p> <p>Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.</p>	<p><b>II. - Renouvellement de l'admission</b></p> <p>Toute demande de renouvellement d'admission est déposée dans le délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Le demandeur doit, selon le cas, soit déclarer sur l'honneur que sa situation familiale et financière est inchangée, soit préciser la nature des changements survenus dans sa situation.</p> <p>Le renouvellement d'admission prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Si la demande de renouvellement n'a pas été déposée avant la date d'expiration de la période durant laquelle le demandeur est admis au <b>RSPF</b>, ses droits au bénéfice des prestations du régime sont suspendus. Ces droits sont rétablis, avec effet rétroactif, lorsque les formalités de renouvellement sont remplies.</p> <p>S'il n'a présenté aucune demande de renouvellement avant l'expiration d'un délai fixé par voie réglementaire, l'intéressé perd tout droit au bénéfice des prestations du <b>RSPF</b>.</p> <p>Sauf changements dans la situation du bénéficiaire de nature à entraîner la perte du bénéfice de l'admission au <b>RSPF</b>, le renouvellement est de droit.</p> <p>Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.</p>	<p><b>II. - Renouvellement de l'admission</b></p> <p>Toute demande de renouvellement d'admission est déposée dans le délai fixé par voie réglementaire.</p> <p>Le demandeur doit, selon le cas, soit déclarer sur l'honneur que sa situation familiale et financière est inchangée, soit préciser la nature des changements survenus dans sa situation.</p> <p>Le renouvellement d'admission prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire du demandeur.</p> <p>Si la demande de renouvellement n'a pas été déposée avant la date d'expiration de la période durant laquelle le demandeur est admis au <b>RSPF</b>, ses droits au bénéfice des prestations du régime sont suspendus. Ces droits sont rétablis, avec effet rétroactif, lorsque les formalités de renouvellement sont remplies.</p> <p>S'il n'a présenté aucune demande de renouvellement avant l'expiration d'un délai fixé par voie réglementaire, l'intéressé perd tout droit au bénéfice des prestations du <b>RSPF</b>. <b>Les droits au bénéfice des prestations au régime de solidarité sont rétablis, sans effet rétroactif, après l'accomplissement des formalités d'admission.</b></p> <p>Sauf changements dans la situation du bénéficiaire de nature à entraîner la perte du bénéfice de l'admission au <b>RSPF</b>, le renouvellement est de droit.</p> <p>Dans le cas contraire, les dispositions de l'article LP. 10 sont applicables.</p> <p><b>Le renouvellement de l'admission des personnes sans domicile fixe en situation de grande précarité manifeste, intervient dans les mêmes conditions et formes que leur admission.</b></p>
<p><b>III. - Renouvellement de plein droit</b></p> <p>Le renouvellement de l'admission au <b>RST</b> est de droit pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>2° les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ;</li> <li>3° les enfants mineurs et les jeunes majeurs ayant fait l'objet d'une admission d'office au titre de l'article LP. 5 de la présente loi du pays, sauf décision expresse contraire, et sous réserve qu'ils ne relèvent pas d'un autre régime de protection sociale obligatoire.</li> </ol>	<p><b>III. - Renouvellement de plein droit</b></p> <p>Le renouvellement de l'admission au <b>RSPF</b> est de droit pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>2° les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ;</li> <li>3° les enfants mineurs et les jeunes majeurs ayant fait l'objet d'une admission d'office au titre de l'article LP. 5 de la présente loi du pays, sauf décision expresse contraire, et sous réserve qu'ils ne relèvent pas d'un autre régime de protection sociale obligatoire.</li> </ol>	<p><b>III. - Renouvellement de plein droit</b></p> <p>Le renouvellement de l'admission au <b>RSPF</b> est de droit pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>2° les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ;</li> <li>3° les enfants mineurs et les jeunes majeurs ayant fait l'objet d'une admission d'office au titre de l'article LP. 5 de la présente loi du pays, sauf décision expresse contraire, et sous réserve qu'ils ne relèvent pas d'un autre régime de protection sociale obligatoire.</li> </ol>

<p>IV. - Commission d'instruction</p> <p>Le ministre chargé des affaires sociales soumet les demandes d'admission sur lesquelles il a estimé ne pas pouvoir se prononcer en l'état, à une commission consultative d'instruction qui, après examen du dossier, formule un avis motivé.</p> <p>Cette commission comprend des représentants de l'administration, des personnes qualifiées désignées par le Président de la Polynésie française, dont son président, et au moins un membre du comité de gestion du <b>RST</b> désigné par ce comité, ou son suppléant.</p> <p>Le directeur de l'organisme de gestion ou son représentant participe aux travaux de la commission avec voix consultative.</p> <p>La commission peut en outre comprendre d'autres membres siégeant à titre consultatif. Elle peut également décider d'inviter à participer à ses réunions toute personne susceptible de l'éclairer sur certaines questions déterminées.</p> <p>Elle peut entendre le demandeur, le cas échéant à sa demande, qui peut se faire assister par toute personne de son choix.</p> <p>La commission peut ordonner tout contrôle qui lui paraît approprié. A cet effet, elle peut saisir tout service de la Polynésie française habilité à procéder à des contrôles, ou l'organisme chargé de la gestion du régime.</p> <p>Les avis de la commission sont transmis au ministre chargé des affaires sociales qui statue par une décision motivée.</p>	<p>IV. - Commission d'instruction</p> <p>Le ministre chargé des affaires sociales soumet les demandes d'admission sur lesquelles il a estimé ne pas pouvoir se prononcer en l'état, à une commission consultative d'instruction qui, après examen du dossier, formule un avis motivé.</p> <p>Cette commission comprend des représentants de l'administration, des personnes qualifiées désignées par le Président de la Polynésie française, dont son président, et au moins un membre du comité de gestion du <b>RSPF</b> désigné par ce comité, ou son suppléant.</p> <p>Le directeur de l'organisme de gestion ou son représentant participe aux travaux de la commission avec voix consultative.</p> <p>La commission peut en outre comprendre d'autres membres siégeant à titre consultatif. Elle peut également décider d'inviter à participer à ses réunions toute personne susceptible de l'éclairer sur certaines questions déterminées.</p> <p>Elle peut entendre le demandeur, le cas échéant à sa demande, qui peut se faire assister par toute personne de son choix.</p> <p>La commission peut ordonner tout contrôle qui lui paraît approprié. A cet effet, elle peut saisir tout service de la Polynésie française habilité à procéder à des contrôles, ou l'organisme chargé de la gestion du régime.</p> <p>Les avis de la commission sont transmis au ministre chargé des affaires sociales qui statue par une décision motivée.</p>	<p>IV. - Commission d'instruction</p> <p>Le ministre chargé des affaires sociales soumet les demandes d'admission sur lesquelles il a estimé ne pas pouvoir se prononcer en l'état, à une commission consultative d'instruction qui, après examen du dossier, formule un avis motivé.</p> <p>Cette commission comprend des représentants de l'administration, des personnes qualifiées désignées par le Président de la Polynésie française, dont son président, et au moins un membre du comité de gestion du <b>RSPF</b> désigné par ce comité, ou son suppléant.</p> <p>Le directeur de l'organisme de gestion ou son représentant participe aux travaux de la commission avec voix consultative.</p> <p>La commission peut en outre comprendre d'autres membres siégeant à titre consultatif. Elle peut également décider d'inviter à participer à ses réunions toute personne susceptible de l'éclairer sur certaines questions déterminées.</p> <p>Elle peut entendre le demandeur, le cas échéant à sa demande, qui peut se faire assister par toute personne de son choix.</p> <p>La commission peut ordonner tout contrôle qui lui paraît approprié. A cet effet, elle peut saisir tout service de la Polynésie française habilité à procéder à des contrôles, ou l'organisme chargé de la gestion du régime.</p> <p>Les avis de la commission sont transmis au ministre chargé des affaires sociales qui statue par une décision motivée.</p>
<p><b>Art. LP 8.- Eléments d'évaluation des ressources</b></p> <p>1 - Pour l'évaluation des ressources du demandeur qui sollicite son admission ou son renouvellement au <b>RST</b>, sont retenus et appréciés, tous les revenus, quels que soient leur provenance, leur nature, leur qualification, leur caractère, leur cause licite ou illicite, leur origine géographique, et leurs conditions de perception.</p> <p>Sont notamment pris en compte les éléments suivants :</p> <p>1 - Les ressources ayant un caractère de revenus de l'activité professionnelle ou qui en tiennent lieu :</p> <p>1-1 Les revenus d'activité professionnelle salariée tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale ;</p> <p>1-2 Les revenus d'activité professionnelle non salariée : recettes commerciales et de prestations de service telles que retenues pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale, après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p>	<p><b>Art. LP 8.- Eléments d'évaluation des ressources</b></p> <p>1 - Pour l'évaluation des ressources du demandeur qui sollicite son admission ou son renouvellement au <b>RSPF</b>, sont retenus et appréciés, tous les revenus, quels que soient leur provenance, leur nature, leur qualification, leur caractère, leur cause licite ou illicite, leur origine géographique, et leurs conditions de perception.</p> <p>Sont notamment pris en compte les éléments suivants :</p> <p>1 - Les ressources ayant un caractère de revenus de l'activité professionnelle ou qui en tiennent lieu :</p> <p>1-1 Les revenus d'activité professionnelle salariée tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale ;</p> <p>1-2 Les revenus d'activité professionnelle non salariée : recettes commerciales et de prestations de service telles que retenues pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale, après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p>	<p><b>Art. LP 8.- Eléments d'évaluation des ressources</b></p> <p>1 - Pour l'évaluation des ressources du demandeur qui sollicite son admission ou son renouvellement au <b>RSPF</b>, sont retenus et appréciés, tous les revenus, quels que soient leur provenance, leur nature, leur qualification, leur caractère, leur cause licite ou illicite, leur origine géographique, et leurs conditions de perception.</p> <p>Sont notamment pris en compte les éléments suivants :</p> <p>1 - Les ressources ayant un caractère de revenus de l'activité professionnelle ou qui en tiennent lieu :</p> <p>1-1 Les revenus d'activité professionnelle salariée tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale ;</p> <p>1-2 Les revenus d'activité professionnelle non salariée : recettes commerciales et de prestations de service telles que retenues pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale, après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p>

<p>1-3 Les revenus et produits des activités agricoles et assimilées : recettes et produits tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p> <p>1-4 Les indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat d'élu local ou national ;</p> <p>1-5 Les revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire ;</p> <p>1-6 Les indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou d'une activité non salariée, quels qu'en soient l'origine, la nature, la qualification et le caractère ;</p> <p>1-7 Les prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire pour cause de maladie, d'invalidité, de maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle par un quelconque régime de sécurité sociale, un employeur, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>1-8 Les indemnités pour service rendu, les indemnités en cas de sujétions particulières et les indemnités de remplacement perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants.</p> <p>2 - Les capitaux mobiliers et les biens immobiliers productifs de revenus dans les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>3 - Les avantages en nature.</p> <p>4 - Les pensions et rentes viagères :</p> <p>4-1 Les pensions alimentaires et ressources en espèces ou en nature reçues d'obligés alimentaires au sens des articles 205 et suivants du code civil et de leurs modalités d'application ;</p> <p>4-2 Les pensions de retraite civile et militaire ;</p> <p>4-3 Les pensions de victimes de guerre ;</p> <p>4-4 Les pensions de vieillesse, et d'invalidité et autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>4-5 Les rentes viagères lorsque leurs titulaires sont domiciliés en Polynésie française au sens de l'article D. 193-1 du code des impôts de la Polynésie française.</p> <p>5 - Les dons et legs.</p> <p>6 - La valeur des biens aliénés par le demandeur par voie de donation ou de donation-partage entre vifs au cours des cinq années précédant la demande d'admission au <i>RST</i>.</p>	<p>1-3 Les revenus et produits des activités agricoles et assimilées : recettes et produits tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p> <p>1-4 Les indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat d'élu local ou national ;</p> <p>1-5 Les revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire ;</p> <p>1-6 Les indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou d'une activité non salariée, quels qu'en soient l'origine, la nature, la qualification et le caractère ;</p> <p>1-7 Les prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire pour cause de maladie, d'invalidité, de maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle par un quelconque régime de sécurité sociale, un employeur, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>1-8 Les indemnités pour service rendu, les indemnités en cas de sujétions particulières et les indemnités de remplacement perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants.</p> <p>2 - Les capitaux mobiliers et les biens immobiliers productifs de revenus dans les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>3 - Les avantages en nature.</p> <p>4 - Les pensions et rentes viagères :</p> <p>4-1 Les pensions alimentaires et ressources en espèces ou en nature reçues d'obligés alimentaires au sens des articles 205 et suivants du code civil et de leurs modalités d'application ;</p> <p>4-2 Les pensions de retraite civile et militaire ;</p> <p>4-3 Les pensions de victimes de guerre ;</p> <p>4-4 Les pensions de vieillesse, et d'invalidité et autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>4-5 Les rentes viagères lorsque leurs titulaires sont domiciliés en Polynésie française au sens de l'article D. 193-1 du code des impôts de la Polynésie française.</p> <p>5 - Les dons et legs.</p> <p>6 - La valeur des biens aliénés par le demandeur par voie de donation ou de donation-partage entre vifs au cours des cinq années précédant la demande d'admission au <i>RSPF</i>.</p>	<p>1-3 Les revenus et produits des activités agricoles et assimilées : recettes et produits tels que retenus pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale après déduction des charges d'exploitation soumises à déclaration et dûment prouvées, et avant tout autre abattement et exonération ;</p> <p>1-4 Les indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat d'élu local ou national ;</p> <p>1-5 Les revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire ;</p> <p>1-6 Les indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou d'une activité non salariée, quels qu'en soient l'origine, la nature, la qualification et le caractère ;</p> <p>1-7 Les prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire pour cause de maladie, d'invalidité, de maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle par un quelconque régime de sécurité sociale, un employeur, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>1-8 Les indemnités pour service rendu, les indemnités en cas de sujétions particulières et les indemnités de remplacement perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants.</p> <p>2 - Les capitaux mobiliers et les biens immobiliers productifs de revenus dans les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>3 - Les avantages en nature.</p> <p>4 - Les pensions et rentes viagères :</p> <p>4-1 Les pensions alimentaires et ressources en espèces ou en nature reçues d'obligés alimentaires au sens des articles 205 et suivants du code civil et de leurs modalités d'application ;</p> <p>4-2 Les pensions de retraite civile et militaire ;</p> <p>4-3 Les pensions de victimes de guerre ;</p> <p>4-4 Les pensions de vieillesse, et d'invalidité et autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale, un organisme d'assurance ou un établissement financier ;</p> <p>4-5 Les rentes viagères lorsque leurs titulaires sont domiciliés en Polynésie française au sens de l'article D. 193-1 du code des impôts de la Polynésie française.</p> <p>5 - Les dons et legs.</p> <p>6 - La valeur des biens aliénés par le demandeur par voie de donation ou de donation-partage entre vifs au cours des cinq années précédant la demande d'admission au <i>RSPF</i>.</p>
--	---	---

<p>7 - Les plus-values foncières au sens de la réglementation fiscale.</p> <p>II. - Ne sont pas prises en compte pour l'évaluation des ressources des personnes ou couples qui demandent leur admission au <b>RST</b> ou le renouvellement de celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Les prestations familiales ;</li> <li>2° Les allocations aux enfants et adultes handicapés ;</li> <li>3° L'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>4° Les indemnités de gardiennage de personnes servies pour le compte du demandeur ;</li> <li>5° Les indemnités représentatives des frais d'entretien courant de la personne accueillie perçues par les accueillants familiaux ;</li> <li>6° Les indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes enfants et adultes, reconnues handicapées dans la limite d'un plafond fixé par arrêté en conseil des ministres ;</li> <li>7° La retraite du combattant ;</li> <li>8° Les pensions attachées aux distinctions honorifiques ;</li> <li>9° La pension de victime de la déportation.</li> </ul>	<p>7 - Les plus-values foncières au sens de la réglementation fiscale.</p> <p>II. - Ne sont pas prises en compte pour l'évaluation des ressources des personnes ou couples qui demandent leur admission au <b>RSPF</b> ou le renouvellement de celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Les prestations familiales ;</li> <li>2° Les allocations aux enfants et adultes handicapés ;</li> <li>3° L'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>4° Les indemnités de gardiennage de personnes servies pour le compte du demandeur ;</li> <li>5° Les indemnités représentatives des frais d'entretien courant de la personne accueillie perçues par les accueillants familiaux ;</li> <li>6° Les indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes enfants et adultes, reconnues handicapées dans la limite d'un plafond fixé par arrêté en conseil des ministres ;</li> <li>7° La retraite du combattant ;</li> <li>8° Les pensions attachées aux distinctions honorifiques ;</li> <li>9° La pension de victime de la déportation.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>10° <i>Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes justifiant, au jour de leur demande, d'une cessation de leur contrat de travail, dans la limite d'un plafond et dans des conditions déterminées par arrêté pris en conseil des ministres ;</i></li> <li>11° <i>Les indemnités ou rémunérations versées au titre d'un mandat électif local des personnes justifiant au jour de leur demande, de la fin du mandat concerné, dans la limite d'un plafond déterminé par arrêté pris en conseil des ministres ;</i></li> <li>12° <i>Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes relevant du régime des salariés qui, au jour de leur demande, justifient ne pas réunir les conditions de durée de travail ou de perception d'un salaire minimum pour l'ouverture des droits aux prestations familiales et aux prestations en nature de l'assurance maladie invalidité dudit régime.</i></li> </ul>	<p>7 - Les plus-values foncières au sens de la réglementation fiscale.</p> <p>II. - Ne sont pas prises en compte pour l'évaluation des ressources des personnes ou couples qui demandent leur admission au <b>RSPF</b> ou le renouvellement de celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Les prestations familiales ;</li> <li>2° Les allocations aux enfants et adultes handicapés ;</li> <li>3° L'allocation de solidarité aux personnes âgées ;</li> <li>4° Les indemnités de gardiennage de personnes servies pour le compte du demandeur ;</li> <li>5° Les indemnités représentatives des frais d'entretien courant de la personne accueillie perçues par les accueillants familiaux ;</li> <li>6° Les indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes enfants et adultes, reconnues handicapées dans la limite d'un plafond fixé par arrêté en conseil des ministres ;</li> <li>7° La retraite du combattant ;</li> <li>8° Les pensions attachées aux distinctions honorifiques ;</li> <li>9° La pension de victime de la déportation.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>10° <i>Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes justifiant, au jour de leur demande, d'une cessation de leur contrat de travail, dans la limite d'un plafond et dans des conditions déterminées par arrêté pris en conseil des ministres ;</i></li> <li>11° <i>Les indemnités ou rémunérations versées au titre d'un mandat électif local des personnes justifiant au jour de leur demande, de la fin du mandat concerné, dans la limite d'un plafond déterminé par arrêté pris en conseil des ministres ;</i></li> <li>12° <i>Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes relevant du régime des salariés qui, au jour de leur demande, justifient ne pas réunir les conditions de durée de travail ou de perception d'un salaire minimum pour l'ouverture des droits aux prestations familiales et aux prestations en nature de l'assurance maladie invalidité dudit régime.</i></li> </ul>
<p><b>Article LP. 10.- Affiliation au RNS</b></p> <p>Sous réserve de ne pas relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire, est affiliée au régime des non-salariés, et avec effet rétroactif, toute personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Dont la demande d'admission ou de renouvellement au RST a fait l'objet d'un refus ;</li> <li>2° Qui a été radiée du RST en application des dispositions du cinquième alinéa du II. de l'article LP. 4 ou de l'article LP. 16.</li> </ul>	<p><b>Article LP. 10.- Affiliation au RNS</b></p> <p>Sous réserve de ne pas relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire, est affiliée au régime des non-salariés, et avec effet rétroactif, toute personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Dont la demande d'admission ou de renouvellement au RST a fait l'objet d'un refus ;</li> <li>2° Qui a été radiée du RST en application des dispositions du cinquième alinéa du II. de l'article LP. 4 ou de l'article LP. 16.</li> </ul>	<p><b>Article LP. 10.- Affiliation au RNS</b></p> <p>Sous réserve de ne pas relever d'un autre régime de protection sociale obligatoire, est affiliée au régime des non-salariés, et avec effet rétroactif, toute personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Dont la demande d'admission ou de renouvellement au RST a fait l'objet d'un refus ;</li> <li>2° Qui a été radiée du RST en application des dispositions <b>du cinquième alinéa du II. de l'article LP. 4</b> ou de l'article LP. 16.</li> </ul>

Les dispositions du premier alinéa sont applicables, à titre provisoire, si la demande initiale d'admission n'est pas recevable ou si elle ne répond pas aux conditions de sincérité et d'authenticité requises.	Les dispositions du premier alinéa sont applicables, à titre provisoire, si la demande initiale d'admission n'est pas recevable ou si elle ne répond pas aux conditions de sincérité et d'authenticité requises.	Les dispositions du premier alinéa sont applicables, à titre provisoire, si la demande initiale d'admission n'est pas recevable ou si elle ne répond pas aux conditions de sincérité et d'authenticité requises.
<p><b>Article LP 13.- Droit de communication de certains documents</b></p> <p>Les agents du service des affaires sociales ou d'un service de l'administration de la Polynésie française dédiés à la mission de contrôle du bénéfice de l'aide sociale et les agents de contrôle de l'organisme chargé de la gestion du RST peuvent solliciter la communication de tous documents ou informations strictement nécessaires à la mise en œuvre des contrôles prévus à l'article précédent, lorsqu'ils sont détenus par toute administration de la Polynésie française, par une administration communale ou intercommunale, par tout établissement social ou médico-social chargé d'une mission de service public ou par tout organisme chargé de la gestion d'un régime de protection ou d'assurance sociale ou par un établissement bancaire ou d'assurance installé en Polynésie française, sans qu'il puisse leur être opposé un refus fondé sur le respect du secret professionnel.</p>	<p><b>Article LP 13.- Droit de communication de certains documents</b></p> <p>Les agents du service des affaires sociales ou d'un service de l'administration de la Polynésie française dédiés à la mission de contrôle du bénéfice de l'aide sociale et les agents de contrôle de l'organisme chargé de la gestion du RST peuvent solliciter la communication de tous documents ou informations strictement nécessaires à la mise en œuvre des contrôles prévus à l'article précédent, lorsqu'ils sont détenus par toute administration de la Polynésie française, par une administration communale ou intercommunale, par tout établissement social ou médico-social chargé d'une mission de service public ou par tout organisme chargé de la gestion d'un régime de protection ou d'assurance sociale ou par un établissement bancaire ou d'assurance installé en Polynésie française, sans qu'il puisse leur être opposé un refus fondé sur le respect du secret professionnel.</p>	<p><b>Article LP 13.- Droit de communication de certains documents</b></p> <p>Les agents du service des affaires sociales ou d'un service de l'administration de la Polynésie française dédiés à la mission de contrôle du bénéfice de l'aide sociale et les agents de contrôle de l'organisme chargé de la gestion du RST peuvent solliciter la communication, <b>à titre gratuit</b>, de tous documents ou informations strictement nécessaires à la mise en œuvre des contrôles prévus à l'article précédent, lorsqu'ils sont détenus par toute administration de la Polynésie française, par une administration communale ou intercommunale, par tout établissement social ou médico-social chargé d'une mission de service public ou par tout organisme chargé de la gestion d'un régime de protection ou d'assurance sociale ou par un établissement bancaire ou d'assurance installé en Polynésie française, sans qu'il puisse leur être opposé un refus fondé sur le respect du secret professionnel.</p> <p><i>Les dispositions précédentes s'appliquent à l'égard des entreprises de distribution d'eau et d'énergie, de télécommunications, de transports et à tout délégataire de service public de la Polynésie française et des communes.</i></p>
	<p><b>Article LP 20-3.-</b> Les agents de contrôle de la Caisse de prévoyance sociale peuvent solliciter la communication de tous documents ou informations strictement nécessaires à la mise en œuvre des contrôles et enquêtes prévus aux articles précédents, lorsqu'ils sont détenus par toute administration de la Polynésie française, par une administration communale ou intercommunale, par tout établissement social ou médico-social chargé d'une mission de service public ou par tout organisme chargé de la gestion d'un régime de protection ou d'assurance sociale ou par un établissement bancaire ou d'assurance installé en Polynésie française, sans qu'il puisse leur être opposé un refus fondé sur le respect du secret professionnel.</p>	<p><b>Article LP 20-3.-</b> Les agents de contrôle de la Caisse de prévoyance sociale peuvent solliciter la communication, <b>à titre gratuit</b>, de tous documents ou informations strictement nécessaires à la mise en œuvre des contrôles et enquêtes prévus aux articles précédents, lorsqu'ils sont détenus par toute administration de la Polynésie française, par une administration communale ou intercommunale, par tout établissement social ou médico-social chargé d'une mission de service public ou par tout organisme chargé de la gestion d'un régime de protection ou d'assurance sociale ou par un établissement bancaire ou d'assurance installé en Polynésie française, sans qu'il puisse leur être opposé un refus fondé sur le respect du secret professionnel.</p> <p><i>Les dispositions précédentes s'appliquent à l'égard des entreprises de distribution d'eau et d'énergie, de télécommunications, de transports et à tout délégataire de service public de la Polynésie française et des communes.</i></p>



---

## ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION BUDGÉTAIRE

---

### LOI DU PAYS

(NOR : DPS1600465LP)

portant modification de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (R.S.T.) et au contrôle de leur respect

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

---

*Travaux préparatoires :*

- Avis n° 57/CESC du 27 juin 2016 du conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
  - Arrêté n° 968 CM du 20 juillet 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
  - Examen par la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi le 27 septembre 2016 ;
  - Rapport n° 149-2016 du 29 septembre 2016 de M<sup>mes</sup> Armelle MERCERON et Sylvana PUHETINI, rapporteuses du projet de loi du pays ;
  - Adoption en date du 13 octobre 2016 ;
-

**Article LP 1.-** L'article LP 1<sup>er</sup> de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le II devient le III ;

2° Après les dispositions du I, est inséré un II rédigé comme suit :

*« II. - Les prestations et allocations visées au I sont, sous réserve d'une admission préalable au RSPF, attribuées aux personnes relevant d'un autre régime de protection sociale confié à l'organisme de gestion si ce régime ne sert pas lesdites prestations ou allocations. »*

**Article LP 2.-** Après le quatrième alinéa de l'article LP. 3 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

*« Par dérogation à l'alinéa précédent, les personnes bénéficiant soit d'un dispositif d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle, soit à l'insertion des personnes enfants et adultes reconnues handicapées, dont l'admission au régime de solidarité est suspendue au-delà du délai de renouvellement, sont réadmissibles, au terme desdits dispositifs, jusqu'à la fin du mois de leur date anniversaire suivante. »*

**Article LP 3.-** L'article LP 4 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 est modifié ainsi qu'il suit :

Après le troisième alinéa du I, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

*« Sont admises sur leur demande, les personnes sans domicile fixe en situation de grande précarité manifeste sur attestation d'un organisme ou d'une personne habilités par voie réglementaire ou sur constatation du service en charge des affaires sociales. »*

*La demande d'admission peut être formulée pour ces personnes par le service en charge des affaires sociales, un organisme ou une personne habilités par voie réglementaire ou par le service en charge des affaires sociales.*

*L'admission définitive est subordonnée à une enquête sociale du service en charge des affaires sociales intervenant dans le délai d'instruction. »*

Le quatrième alinéa du I est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Si la demande d'admission est déposée en mairie, l'autorité municipale vérifie que le dossier est complet et fournit toutes observations utiles à l'examen des déclarations qui y sont produites. L'autorité municipale délivre une attestation de dépôt après avoir contrôlé l'ensemble des pièces requises pour la recevabilité de la demande. »*

Il est inséré après le quatrième alinéa du I de l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015, un alinéa rédigé comme suit :

*« Dans le cadre d'une demande d'admission ou de renouvellement au régime de solidarité les pièces nécessaires à la constitution du dossier sont délivrées à titre gratuit dans les conditions fixées par arrêté en conseil des ministres. »*

Le sixième alinéa du II de l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015, est complété par une phrase ainsi rédigée :

*« Les droits au bénéfice des prestations au régime de solidarité sont rétablis, sans effet rétroactif, après l'accomplissement des formalités d'admission. »*

Le II de l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 est complété *in fine* d'un alinéa rédigé comme suit :

*« Le renouvellement de l'admission des personnes sans domicile fixe en situation de grande précarité manifeste, intervient dans les mêmes conditions et formes que leur admission. »*

**Article LP 4.-** Il est inséré, à la suite du 9° du II de l'article LP 8 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015, des 10°, 11° et 12° ainsi rédigés :

*« 10° Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes justifiant, au jour de leur demande, d'une cessation de leur contrat de travail, dans la limite d'un plafond et dans des conditions déterminées par arrêté pris en conseil des ministres ;*

*11° Les indemnités ou rémunérations versées au titre d'un mandat électif local des personnes justifiant au jour de leur demande, de la fin du mandat concerné, dans la limite d'un plafond déterminé par arrêté pris en conseil des ministres ;*

*12° Les revenus d'activité professionnelle salariée des personnes relevant du régime des salariés qui, au jour de leur demande, justifient ne pas réunir les conditions de durée de travail ou de perception d'un salaire minimum pour l'ouverture des droits aux prestations familiales et aux prestations en nature de l'assurance maladie invalidité dudit régime. »*

**Article LP 5.-** Au 2° de l'article LP.10 de la loi du pays n° 2015-3 modifiée du 25 février 2015, les mots : *« du cinquième alinéa du II. de l'article LP.4 ou »* sont abrogés.

**Article LP 6.-** I. L'article LP 13 de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au second alinéa, sont insérés après le mot : *« communication »*, les mots : *« , à titre gratuit, »*.

2° Après le second alinéa, il est inséré un troisième alinéa ainsi rédigé :

*« Les dispositions précédentes s'appliquent à l'égard des entreprises de distribution d'eau et d'énergie, de télécommunications, de transports et à tout délégataire de service public de la Polynésie française et des communes. »*

II. L'article LP 20-3 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie, est modifié comme suit :

1° Au premier alinéa, sont insérés après le mot : *« communication »*, les mots : *« , à titre gratuit, »*.

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

*« Les dispositions précédentes s'appliquent à l'égard des entreprises de distribution d'eau et d'énergie, de télécommunications, de transports et à tout délégataire de service public de la Polynésie française et des communes. »*

**Article LP 7.-** Dans l'ensemble des dispositions de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 ainsi que dans son intitulé, la référence au sigle *« RST »* est remplacée par celle au sigle *« RSPF »*.

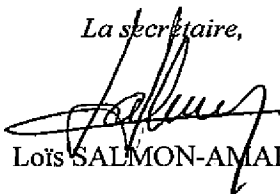
**Article LP 8.-** Les cotisations sociales et accessoires des ressortissants du régime des non-salariés issus d'une affiliation d'office en vertu de l'article LP 10, 2° de la loi du pays n° 2015-3 du 25 février 2015 sont annulées pour les périodes d'affiliation d'office antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi du pays.

L'annulation des cotisations sociales et accessoires prévue à l'alinéa précédent, donne lieu à un versement compensatoire exceptionnel du régime de solidarité au bénéfice du régime des non-salariés, correspondant au montant des prestations d'assurance maladie-maternité servies aux bénéficiaires admis d'office pour les périodes de cotisation afférentes.

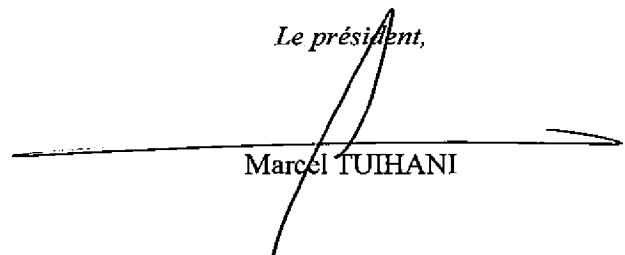
Les prestations familiales servies pour les mêmes motifs et pour les mêmes périodes que ceux prévus à l'alinéa précédent donnent lieu à un versement compensatoire du régime de solidarité au bénéfice du régime des non-salariés.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 13 octobre 2016

*La secrétaire,*

  
Loïs SALMON-AMARU

*Le président,*

  
Marcel TUIHANI